

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie.

PARISANT TOUS LES MARDIENS A 3 HEURES DU SOIR.

MARQUET 15. — N° 19.

TE VEA NO TAHITI.

Mahana nua 12 no Me 1866.

PRÉCIS DE L'ABONNEMENT (Anglais d'abonnement)

Un franc.	10 fr.
Un franc.	10 fr.
Trois francs.	6 fr.
Un centime.	10 centimes.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser
AU BUREAU DE LA POSTE,
Imprimerie du Gouvernement.

PRÉCIS DES ANNONCES (en complément):
Les 20 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 21 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 22 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 23 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 24 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 25 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 26 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 27 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 28 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 29 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 30 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 31 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 32 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 33 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 34 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 35 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 36 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 37 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 38 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 39 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 40 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 41 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 42 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 43 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 44 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 45 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 46 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 47 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 48 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 49 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 50 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 51 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 52 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 53 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 54 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 55 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 56 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 57 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 58 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 59 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 60 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 61 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 62 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 63 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 64 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 65 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 66 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 67 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 68 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 69 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 70 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 71 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 72 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 73 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 74 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 75 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 76 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 77 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 78 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 79 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 80 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 81 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 82 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 83 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 84 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 85 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 86 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 87 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 88 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 89 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 90 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 91 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 92 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 93 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 94 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 95 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 96 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 97 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 98 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 99 premières lignes 20 c. la ligne.
Les 100 premières lignes 20 c. la ligne.

SOMMAIRE.

DISCOURS DE SA MAJESTÉ L'EMPEREUR

DISCOURS PRONONCÉ

PAR SA MAJESTÉ L'EMPEREUR,

À L'OUVERTURE

DE LA SESSION LÉGISLATIVE,

Le 22 Janvier 1866.

MESSEURS LES SÉNATEURS,

MESSEURS LES DÉPUTÉS,

L'ouverture de la session législative me permet périodiquement de vous exposer la situation de l'Empire et de vous exprimer ma pensée. Comme les années précédentes, j'examinerai avec vous les questions principales qui intéressent notre pays.

- A l'intérieur, la paix seraient assurée partout, car par tout on cherche les moyens de dénoyer amicalement les difficultés, au lieu de les trancher par les armes.
- La réunion des flottes anglaise et française dans les mêmes ports a montré que les relations formées sur les champs de bataille ne se sont pas affaiblies ; le temps n'a fait que cimentier l'accord des deux pays.
- A l'égard de l'Allemagne, mon intention est de continuer à observer une politique de neutralité, qui sans nous empêche parfois de nous affilier ou de nous rejoindre, nous laisse cependant étrangers à des questions où nos intérêts ne sont pas directement engagés.
- L'Italie, reconnue par presque toutes les puissances de l'Europe, a affirmé son unité en inaugurer sa capitale au centre de la Péninsule. Nous avons eu le plaisir de voir la scrupuleuse exécution du traité du 13 Septembre et sur le maintien indispensable du pouvoir de Saint-Pétersbourg.
- Les liens qui nous attachent à l'Espagne et au Portugal se sont encore renforcés par nos dernières entrevues avec les souverains de ces deux royaumes.
- Vous avez partagé avec moi l'indignation générale produite par l'assassinat du Président Lincoln, et récemment la mort du roi des Belges a causé d'unanimes regrets.
- Au Mexique, le gouvernement fondé par la volonté du peuple se concorde ; les dissidents, vaincus et dispersés, n'ont plus de chef ; les troupes nationales ont montré leur valeur, et le pays a trouvé des garanties d'ordre et de sécurité qui ont développé ses ressources et porté son commerce avec la France de 21 à 77 millions. Ainsi que j'en exprimais l'espoir l'année dernière, notre expédition touche à son terme. Je m'entends avec l'empereur Maximilien pour fixer l'époque du rappel de nos troupes, afin que le retour d'efficacité sans compromettre les intérêts français que nous avons été défendre dans ce pays lointain.

• L'Amérique du Nord, sortie victorieuse d'une lutte formidable, a rétabli l'ancienne Union et proclamé solennellement l'abolition de l'esclavage. La France, qui n'apprécie aucun noble page de son histoire, fait des voeux sincères pour la prospérité de la grande République américaine et pour le maintien de relations amicales, bientôt scellées. L'émotion produite aux Etats-Unis par la présence de notre armée sur le sol mexicain s'apaisera devant la franchise de nos déclarations. Le peuple américain comprend que notre expédition, à laquelle nous l'avions convié, n'était pas opérée sous ses intérêts. Deux nations, également jalouses de leur indépendance, devront éviter toute démarche qui engagerait leur dignité et leur honneur.

• A l'intérieur, le calme, qui n'a pas cessé de régner, m'a permis d'aller visiter l'Algérie, où ma présence, je l'espère, n'aura pas été inutile pour rassurer les intérêts et rapprocher les races. Mon éloignement de la France a d'ailleurs prouvé que je pouvais être remplacé par un cœur droit et un esprit clair.

• C'est au milieu de populations satisfaites et confiantes que nos institutions fonctionnent. Les élégions municipales se sont faites avec le plus grand ordre et la plus entière liberté. Le maire étant dans la commune le représentant du pouvoir central, la constitution m'a conféré le droit de le prendre parmi tous les citoyens. Mais l'élection d'hommes intelligents et dévoués m'a permis presque partout de choisir le maire parmi les membres des conseils municipaux.

• La loi sur les coalitions, qui avait fait naître quelques appréhensions, s'est étendue avec une grande impartialité de la part

du Gouvernement, et avec modération de la part des intéressés. La classe ouvrière, si intelligente, a compris que plus on lui accordait de facilités pour débattre ses intérêts, plus elle était venue de respecter la liberté de chacun et la sécurité de tous. L'empressement sur les sociétés coopératives est venu démontrer combien étaient justes les bases de la loi qui vous a été présentée sur cette importante matière. Cette loi permettra l'établissement de nombreuses associations au profit du travail et de la prévoyance. Pour en favoriser le développement, j'ai décidé que l'autorisation de se réunir sera accordée à tous ceux qui, en dehors de la politique, vont et délibérer sur leurs intérêts industriels ou commerciaux. Cette faculté ne sera limitée que par les garanties qu'exige l'ordre public.

• L'état de nos finances vous montrera que, si les recettes suivent leur progression ascendante, les dépenses tendent à décroître. Dans le nouveau budget, les ressources accidentuelles ou extraordinaires ont été remplacées par des ressources normales et permanentes ; la loi sur l'amortissement qui vous sera soumise date cette institution de revenus certains et donne des garanties nouvelles aux créanciers de l'Etat. L'équilibre du budget est assuré par un excédent de recettes.

• Pour arriver à ce résultat, des économies ont dû être imposées à la plupart des services publics, entre autres un département de la guerre. L'armée étant sur le pied de paix, il n'y avait qu'alternativement de réduire ou les cadres ou l'effectif. Cette dernière mesure était irréalisable, car les régiments comprenaient à peine le nombre nécessaire de soldats ; le bien du service conseillait même de l'augmenter. En supprimant les cadres de 220 compagnies, de 46 escadrons, de 40 batteries, mais en versant les soldats dans les compagnies et escadrons restants, nous avons puftit forcé qu'il suffit nos régiments. Gardien naturel des intérêts de l'armée, je n'aurais pas consenti à ces réductions si elles avaient déstabilisé notre organisation militaire ou brisé l'existence d'hommes dont j'ai pu apprécier les services et le dévouement. Le maintien à la suite de tous les officiers sans troupe ne compromet aucun avenir, et l'admission dans les carrières administratives des officiers et sous-officiers qui approchent de l'époque de leur retraite rétablit bientôt le mouvement régulier de l'avancement ; tous les intérêts se trouvent ainsi garantis, et la patrie ne se sera pas montrée ingrate envers ceux qui répandaient leur sang pour elle.

• Le budget des travaux publics et celui de l'enseignement n'ont subi aucune diminution. Il était utile de conserver aux grandes entreprises de l'Etat leur activité étendue et de maintenir à l'instruction publique son énergie impulsion. Depuis quelques mois, grâce au zévénement des instituteurs, 12,000 nouveaux cours d'adultes ont été ouverts dans les communes de l'Empire.

• L'agriculture a fait de grands progrès depuis 1852. Si en ce moment elle souffre de l'affaiblissement du prix des céréales, cette dépréciation est la conséquence inévitable de la surabondance des récoltes et non de la suppression de l'échelle mobile. Les transformations économiques dévivent la prospérité générale, mais elles ne peuvent pas prévenir des gênes particulières et perturbatrices temporaires. J'ai pensé qu'il était utile d'ouvrir une sérieuse enquête sur l'état et les besoins de l'agriculture. Elle confirmera, je suis convaincu, les principes de liberté commerciale, offrira de précieux enseignements, et facilitera l'étude des moyens propres soit à soulager les souffrances locales, soit à réaliser des profits nouveaux.

• L'essor de nos transactions internationales ne s'est pas relâché ; et le commerce général, qui l'anée dernière était de plus de 7 milliards, s'est élevé de 700 millions.

• Au sein de cette prospérité toujours croissante, des esprits inquiets, sous le prétexte de faire battre la marche librale du Gouvernement, veulent l'empêcher de marcher en étant toutes forces et toute initiative. Ils s'emparent d'une parole empruntée par moi à l'Empereur Napoléon III, et confondent l'instabilité avec le progrès. L'empereur, en déclarant la nécessité du perfectionnement et succès des institutions humaines, voulait dire que les seuls changements durables sont ceux qui s'opèrent, avec le temps, par l'amélioration des mœurs publiques.

• Ces améliorations résultent de l'apaissement des passions et non de modifications intempestives dans nos lois fondamentales. Quel avantage peut-il y avoir, en effet, à reprendre le lendemain ce qu'on a rejeté la veille ? La Constitution de 1852, soumise à l'acceptation du peuple, a été entreprise de fonder un système rationnel et agissant fondé sur le juste équilibre entre les différentes pouvoirs de l'Etat. Elle se tient à une égale distance des deux ministères, le pouvoir exécutif est sous autorité et sans esprit de suite ; et il est sans contrôle si la Chambre d'active n'est pas indépendante et en possession de légitimes prérogatives.

• Nos formes constitutionnelles, qui ont une certaine analogie

Séance de la Tente.

aux colons des États-Unis, ne sont pas défenseuses parce qu'elles évoquent des ordres de l'Anticlérical. Chaque partie doit avoir des institutions conformes à son genre et à ses traditions. Certes, tout convenablement à ses défauts; mais en jetant un regard sur le passé, je m'applaudis de voir, au bout de quelques années, la France respecte au dehors, tranquille et sûre dans ses démêles politiques dans ses prisons, sans être menacée de ses frontières.

Nous avons discuté, depuis quatre-vingts ans, les théories gouvernementales ? N'est-il pas plus utile aujourd'hui de chercher les moyens pratiques de rendre meilleur le sort moral et matériel du peuple ? Employons-nous à répondre partout, avec les lumières, les saines doctrines économiques, l'amour du bien et les principes religieux ; cherchons à résoudre, par la liberté et des transactions, le difficile problème de la juste répartition des forces productives ; et tâchons d'améliorer les conditions du travail, dans les champs comme dans les usines.

L'Europe, au moins, espère que nous lui investissons des droits politiques, auront été déclarés par l'éducation, ils disparaîtront sans perte la vérité, et ne se laisseront pas séduire par des théories trompeuses ; lorsque tous deux qui vivent au jour le jour auront vu s'accorder les bénéfices que procure un travail assidu, ils seront les fermes soutiens d'une société qui garantit leur bien-être et leur dignité ; enfin, quand tous auront reçu, dès l'enfance, ces principes de foi et de morale qui devront l'homme à ses propres yeux, il saurra qu'il est devoir l'homme d'assumer, au-dessus des efforts de la science et de la raison, une volonté supérieure, qui règle les destinées des individus comme celles des nations.

PARTIE OFFICIELLE.

POMARE IV., Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

✓

DÉCRET :

Les membres des conseils des districts de Pare, Arue et Faa pourront être reçus par M. le Chef du service judiciaire comme juges suppléants à la Haute-Cour tahitienne.

Fait à Papeete, le 2 mai 1866.

POMARE.

Le Commandant Commissaire Impérial.

C^r de la RONCIÈRE.

POMARE IV., te Arii vahine o te manu fenua Totaiohe e te au mai, e te Temana te Auvaha o te Emperu.

Te AIAHA NEI :

E ti moa i te matira i nihilo e te manu ohia haava ras ra, i te titen i te feia torua no na apere ra te Auvaha, Pare, Arue et Faa, ei haava taurau i roto i te haava ma, rasih taiki.

Rave his à Papeete, le 2 mai 1866.

POMARE.

Te Temana te Auvaha o te Emperu,

C^r de la RONCIÈRE.

POMARE IV., Roi des îles de la Société et dépendances, et le Commandant Commissaire Impérial.

Yu la lettre de Mr l'évêque d'Aixier et du sieur Mano a Mai, chef de Tautira, en date du 17 août 1865, tendant à obtenir l'autorisation d'échanger une parcelle des terains de chefferie de ce district contre la terre Atitepahu, propriété de Mr l'évêque d'Aixier ;

Attendu que cette espèce de transaction n'est mallement contrarie à la loi du 24 mars 1852, sur les terres d'apanage,

DÉCRET :

Le chef Mano a Mai est autorisé à échanger un hectare et demi des terains de chefferie de Tautira contre une superficie équivalente de la terre Atitepahu, située dans le district précité.

Cet échange se fera par titres réguliers, et il en sera fait mention sur le registre des terres d'apanage par les soins de M. le Secrétaire général.

Fait à Papeete, le 3 mai 1866.

POMARE.

Le Commandant Commissaire Impérial.

C^r de la RONCIÈRE.

POMARE IV., te Arii vahine o te manu fenua Totaiohe e te au mai, e te Temana te Auvaha o te Emperu.

I te bio ya i nia rats a te epoko no Abiero e te Mano a Mai, te tavano na Tautira, no te 17 aste 1865, o te anai mai e la fuaia hia i te tau i ma hia a te heo pacu o na fenua farui han o taua matanemua ra e te fenua ra i Atitepahu, te arii no te epoko no Abiero ;

I te bio ras e, sore ro i toto rere luru ohia i fahadua nomé i te tuu no te 24 mai 1852, no te manu fenua farui han,

TE FUAIA NEI :

Te fenua fia nei, e la hopoi sité te tavano ra o Mano a Mai i te bue hekuere e te afa o na fenua fari han i Tautira, si tao i te hoo pae o te fenua ra o Atitepahu, mai te tabu atio te rahit.

E rave ha taua taua ratu ra no roto i te parau tau misti, e e pa-pai his e te Paepai parau rahi i nia i te pate tomite rae fenua farui han.

Rave his à Papeete, le 3 mai 1866.

POMARE.

Te Temana te Auvaha o te Emperu,

C^r de la RONCIÈRE.

PARTIE NON OFFICIELLE.

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DE 1866.

Séance de mercredi 13 mars.

PRÉSIDENCE D'ARRAFIASTE.

A 9 heures précises, la séance est ouverte.

S. M. la Reine et le Commandant Commissaire Impérial entrent dans la salle et sont reçus par une députation de dix membres de l'Assemblée.

LE PRÉSIDENT. — Afin d'éviter toute irrégularité, tous les députés voteront ensemble.

M. Barfi, interprète de 1^e classe, donne lecture du serment suivant :

Je jure obéissance et fidélité à S. M. le Roi et au Gouvernement du Protecteur.

Je jure de servir loyalement les intérêts que je représente dans cette Assemblée.

Chaque député se présente devant S. Majesté et le Commandant Commissaire Impérial, et dit : « Je le jure. »

S. M. et le Commandant Commissaire Impérial se retirent.

La séance est levée, et M. le président convoque l'Assemblée pour une heure et demie.

Séance du mercredi 13 mars.

PRÉSIDENCE DE MARCEANU.

A une heure et demie, le sénon est ouvert.

Lecture des procès-verbaux des deux séances précédentes.

Pas d'observations.

OTOMAI. — Je demande la parole.

LE PRÉSIDENT. — Pariez.

OTOMAI. — Plusieurs députés sont ici sans parents et sans moyens d'existence. Je leur propose que mon gars me servira de leur payer tout ce qu'ils ont de somme qui leur est allouée pour la session.

LE DÉPUTÉ DU GOUVERNEMENT. — La demande du député Otomai est fondée, et il y sera fait droit. Mais je crois devoir faire observer à l'Assemblée qu'il succéderait à ma place si n'a encore été adressée à ce sujet.

PLAISIERS VOUX. — C'est vrai, c'est vrai !

LE DÉPUTÉ DU GOUVERNEMENT. — Messieurs, le premier acte que j'ai vainement fait pour améliorer l'ordonnance du 14 décembre fait que toutes les personnes déposées à S. M. la Reine et le Commandant Commissaire Impérial, dans leurs discours d'ouverture, vous ont parlé de cette mesure et l'ont recommandée à votre sollicitude pour les intérêts que vous représentez. Je me bornerai donc à faire appeler à toute votre intelligence et à toute votre attention.

M. Barfi, interprète de 1^e classe, donne lecture de l'article 1^e de l'ordonnance du 14 décembre 1865, ainsi engagé :

« Les contestations entre indigènes du Protectorat relatives au droit de propriété des terres seront jugées par cinq huia-ratira du district où la terre en litige sera située.

« Ces huia-ratira seront désignés par le juge de paix de la circonscription dans laquelle la contestation devra être portée. »

LE DÉPUTÉ DU GOUVERNEMENT. — Messieurs, l'obligation pour les huia-ratira de faire ce qu'on leur a demandé dans cet article de se transporter aux débats des justices de paix a donné lieu à des réclamations fondées et qui ont été admises par le gouvernement.

Le lieu de la terre en litige est quelquefois assez éloigné du siège de la justice de paix compétente, et les huia-ratira se trouvent en effet conduits par là à des déplacements sans profit pour eux et tout-à-fait préjudiciables à leurs intérêts privés. Il y aurait donc lieu à une modification des dispositions du paragraphe premier de l'article dont il vient de vous être donnée lecture ; et voici ce que je propose.

Afin de prendre les huia-ratira juges dans le district du siège de la justice de paix, et afin de décharger moins de monde, nous avons prévu dans ce sens un lieu de cinq.

En résumé, je propose à l'Assemblée l'adoption du paragraphe premier ainsi modifié :

« Les contestations entre indigènes du Protectorat relatives au droit de propriété des terres seront jugées par trois huia-ratira du district le plus voisin du siège de la justice de paix. »

Le pr^e M. de président de consulter l'assemblée sur cette proposition.

METUAHU. — Je ne suis pas de cet avis. D'abord cela dérangeurs toujours trop de monde et ce sera encore long. Quant à son une contestation, il faut qu'en cas d'appel aux Toohihi !

Je pense que le conseil du district où est la terre peut fort bien constituer un tribunal de première instance, et il y a appel, on viendra à Paris et devant les Toohihi, qui imprègnent en dernier ressort.

ATRI. — Je suis de l'avis de Metuahu. Que l'affaire soit jugée en premier ressort par le conseil du district, et il n'y aura plus de difficultés.

Toohihi jugeront en dernier ressort.

TERE. — J'appuie la proposition de Metuahu.

TRAITORAO. — Cependant il n'y a plus cinq membres dans les conseils de district, je demande que les contestations de terres soient jugées par les quinze huia-ratira qui ont été désignés dans les districts pour composer à la composition du tribunal institué par l'ordonnance dont nous parlons.

TAMARAU. — Je suis de l'avis de Metuahu. Qu'en fasse juger les affaires de terres par ces quinze huia-ratira !

PANAK. — Non, je demande qu'elles soient jugées en premier ressort par les conseils des districts.

OVAE. — Je propose qu'elles soient jugées par les quinze huia-ratira en dernier ressort.

LE DÉPUTÉ DU GOUVERNEMENT. — J'apprécie la proposition de Metuahu. Ce serait, à mon avis, une simplification. Elle me paraît, en outre, avoir sur elle que j'ai hate l'avantage de rester dans l'esprit de l'ordonnance du 14 décembre 1865, en réservant la commission en premier ressort des affaires de terres aux dix districts où elles sont situées.

METUAHU. — Je m'oppose formellement à ce que des gens d'un autre district que le mien connaissent en premier ressort des contestations relatives aux terres du district. Nul ne connaît mieux les affaires d'un district que ses habitants, et eux seuls peuvent déclarer la cour des Toohihi. Par exemple, je ne veux pas que des gens des îles Tuamotu puissent être appelés à juger en premier ressort une contestation entre moi et un autre sur une terre de mon district.

TARIHE, ORATEUR DU GOUVERNEMENT. — Deux propositions sont faites : celle dont M. le député du gouvernement veut à domino de faire juger en premier ressort dans cette séance et celle de Metuahu. Il faut choisir entre les deux.

LE PRÉSIDENT. — Le député Metuahu demande que les contestations de terres soient jugées en premier ressort par les conseils des districts. Si cela est adopté, il n'y a plus besoin des quinze huia-ratira.

10 mai	Cabot du Protect. Elmo, de 21 ton., pat. Falcoz.
10 mai	L'ancien du Protect. Surprise, de 18 ton., cap. McGrath.
20 mai	Le Protect. Surprise, de 18 ton., cap. McGrath.
20 mai	Le Protect. Surprise Star, de 11 ton., cap. Tangible.
20 mai	Le Protect. Rover, de 20 ton., pat. McGehee.
20 mai	Cabot du Protect. Peacock, de 17 ton., cap. Ellwood (recapitulé à l'identique).
20 mai	Cabot du Protect. Fervor, de 69 ton., cap. J. Chaves.
20 mai	Cabot du Protect. Fervor, de 35 ton., cap. Coffin.
2 mai	Trois-mâts-barge armés Day Dream, de 288 ton., cap. Phillips-Jones.
2 mai	Armement de la gale du Protect. Fervor, de 11 ton., cap. Daniel Sauer.
2 mai	Port de la baleine du Protect. Fervor, de 11 ton., cap. Daniel Sauer.
2 mai	Goudeau du Protect. Peacock, de 17 ton., cap. Mahard.
10 mai	Goudeau du Protect. Aoral, de 69 ton., cap. Gikay.

Etat des bestiaux abattus à Papeete, du vendredi 4 au jeudi 10 mai 1866 inclus.

Date	Espèce	Nombre	Poids des bestiaux	Moyen	Préparations	Statut.
1 mai	Bœuf	4	Georges.	1.	Léhardel.	Papara.
5	Bœuf	4	id.	id.	id.	id.
6	Bœuf	4	id.	id.	id.	id.
7	Bœuf	4	id.	id.	id.	id.
8	Bœuf	4	id.	id.	id.	id.
9	Bœuf	4	id.	id.	id.	id.
10	Bœuf	4	id.	id.	id.	id.

MARCHÉ DE PAPÉETE.

Dernières apportées sur la place du marché du vendredi 4 au jeudi 10 mai 1866 inclus.

Denrée	Quantité	Prix de l'unité	Total	Dépôt	Quantité	Prix de l'unité	Total	
Pain (4)	2500 kgl.	F. c.	2,325		Report.	F. c.	8,312	
de bœuf.	450 id.	450	20,250		Choux...	50 pds.	50	
pore.	100 id.	450	4,500		Farro...	150 id.	30	
meucos	100 id.	2	200		Patates...	60 pds.	60	
légumes	250 id.	1	250		Manioc...	80 pds.	80	
Caïs...	200 kg.	1	200		Asperges...	25 id.	15	
Cocons...	80 id.	1	80		Cocco...	300 pds.	50	
Légumes...	120 kg.	1	120		Oranges...	150 kg.	150	
Salsafe...	100 kg.	1	100		Bananes...	25 id.	4	
Carottes...	80 kg.	1	80		Tomates...	80 id.	1	
Gignons...	55 id.	1	55		Concombre...	25 kg.	25	
Navets...	25 id.	1	25		A reporter...	8,314 50		
							TOTAL.....	9,365 50

(ne pas inscrire que les hommes et les bestiaux.)

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

25,000 francs.

THE PASSENGER SHIP HARMON, OF SYDNEY.
New South Wales, of 345 tons per register; John F. Green, of Hudson, New Jersey, registered owner - having, whilst on her voyage from Sydney, Australia, towards San Francisco, California, lost part of this party, want of provisions, wants and requires, the cost of obtaining which, as far as enabling the said vessel to proceed on her voyage, will amount to the sum of 25,000 francs.

This notice is hereby given to the Agent or Agents of the owner of the said vessel, should there be any such Agents in Papeete, or its vicinity, and to all whom it shall or may concern, that he or they may present themselves personally or by attorney at the British Consulate, at this port, within five days of the date of this notice, to furnish the funds necessary for the purpose above mentioned.

Should any person or persons at this place be willing to furnish the whole or part of the above mentioned sum, either on the credit of the owner, or an attorney, they are at like manner requested to give notice thereof, in writing, to Her Britannic Majesty's Consulate at Papeete, within the said term of five days from the date of this advertisement.

For further particulars, apply at the British Consulate at this port.

Papeete, Tahiti, May 12, 1866.

25,000 francs.

LE THOM-MATE-BARBUIS HARMON, DE SYDNEY.
Nouvelle-Galles du Sud, de 345 tonnes de jauge, et naviguant au nom de John F. Green, d'Hudson, New Jersey, ayant, pendant qu'il était en cours de voyage de Sydney vers San Francisco, California, relâché au port de Papeete, pour provisions, équipement et réparations nécessaires à la continuation de sa traversée, et dont le coût s'élève à la somme de 25,000 francs ou environ.

Assurant que les personnes qui ont été envoiées, et à lessors ceux qui cela peut concerner, qu'ils devront se présenter personnellement, ou par fonds de pouvoir au Consulat anglais de ce port, dans les cinq jours qui suivront la date du présent avis, pour fournir les fonds nécessaires au bas des débours indiqués.

Si quelques personnes de cette ville voulent fornir tout ou partie de la somme mentionnée, pour le compte du propriétaire en entreprenant la grosse, elles sont priées d'en donner avis à son arrivée au Conseil ou au Consulat, dans le cas où il sera nécessaire, de faire établir un acte de ce port.
Pour tous autres renseignements, s'adresser au Consulat anglais de ce port.
Tahiti-Taiarai 4.

LIGNE REGULIÈRE POUR L'EUROPE.

EN PARTANCE POUR CORSE OU PALMOUTH, APRÈS SON ARRÈVEÉ DE TAHITI.
Le 16 mai, vers la fin de juillet, le clipper A-t-i, trois-mâts françois Hollands Jeero, pèse 170 tonnes, commandé par le capitaine M. C. Taek.

Embarquements supérieurs pour passagers seulement.
à destination de C. WILKENS,
Agent de la Compagnie générale.

172-Quay-ff

EN CHARGE À PAPÉETE, DÈS SON ARRIVÉE DANS CE PORT, À DESTINATION DE BORDEAUX, TOURNON, LA HOUE, ET D'OCÉANIE.
Le 16 mai, vers la fin de juillet, le clipper NÉRÉIDE, capitaine Grenier. Code 3-3. 4. 1., du port de 350 tonnes.

On prendra du fret et des passagers.

N.B. — La Néréide a été frôlée par M. A.-G. Métier, de Paris, 50, chaussée d'Antin, et elle effectue le 10 départ (4e supplémentaire) de la ligne régulière de l'Océanie.

La 1^{re} départ de cette ligne aura lieu le 15 février.

122-Hou-ff

S. BROUILLAT, PATISSIER-CONFISEUR, DUE DE REVOL,
Informé MM. les confiseurs qu'il achète la vanille.

M. LAMOTTE A L'INTENTION DE VENDRE, SA PRO-
priété, une île le long de la rivière de Fantasia, après le pont.

Cette propriété mesure environ 2 hectars 1/2 ; elle est cultivée en arches à fruits et légumes. Elle peut être habitée immédiatement.

Il désire aussi vendre toutes ses propriétés et maisons situées dans Papeete, à l'amiable (c'est-à-dire, bâtarde).

S'adresser chez M. Lamotte, restaurateur, Rue de l'île, via le trône co-jonial.

En vente au bureau de la Poste :

CALENDRIER DE TAHITI POUR L'AN 1866.

Prix : En feuille, 50 c.; — Cartonné, 1 f. 50 c.

PAPÉETE. — IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

VENTE OU LOCATION DE TERRES.

BOU RAA E TE TARAHU RAA PEAU.

L'Indigène Terremenos est
dans l'intention de vendre à M. Lamotte une partie de la terre Temalioha, sis dans la ville de Papeete, district de Papeete, et inscrite au n° 1.

L'Indigène Mataria Taibia est
dans l'intention de vendre à M. Darling la terre de Farapeu, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au numéro 298.

L'Indigène Matua Taibia est
dans l'intention de vendre à M. Darling la terre de Farapeu, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au numéro 299.

L'Indigène Matua Taibia est
dans l'intention de vendre à M. Darling la terre de Techalea, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au numéro 300.

L'Indigène Taibia est
dans l'intention de vendre à M. Stewart la terre Manamoa, et Temaro i Orepia, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 28 et 29, 190-190a-1.

L'Indigène Poutua est
dans l'intention de vendre à M. P.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 26.

L'Indigène Poutua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. P.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 26.

L'Indigène Attaian a Papeete est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 27.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 28.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 29.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 30.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 31.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 32.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 33.

L'Indigène Matua a Malhepo est
dans l'intention de vendre à M. F.-A. Bonet la terre Tepramatava, sis dans le district de Punaauia, et inscrite au n° 34.